

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Le journal de la démocratie

JEUDI 19 JANVIER 2017

Tél : 05 62 11 33 00 • contact@ladepeche.com • www.ladepeche.fr

SERVICES PUBLICS

7 trésoreries en danger dans le Gers

page 21

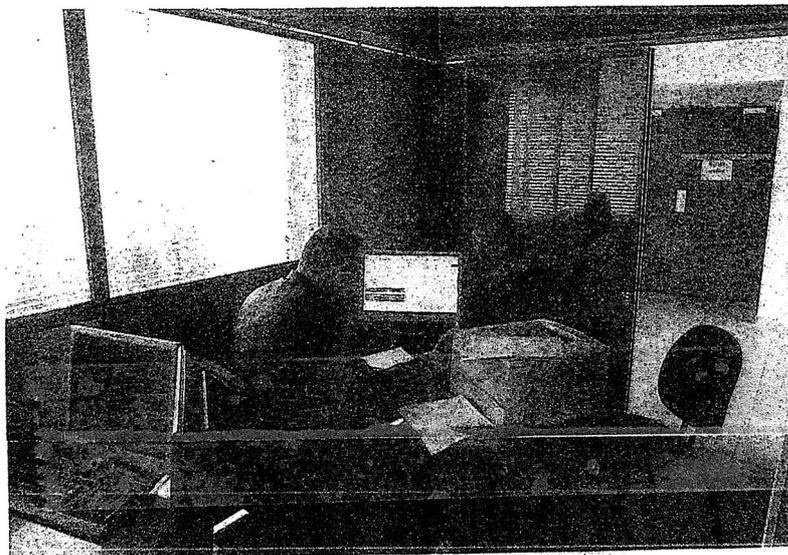
services publics

La CGT craint la fermeture de 7 trésoreries

essentiel Selon la CGT finances publiques du Gers, 7 trésoreries pourraient fermer leurs portes l'an prochain et une ouvrirait. Cela ferait suite à la cessation de l'activité de la trésorerie de Valence sur Baise, le 1er janvier dernier.

Sept fermetures de trésoreries le 1^{er} janvier 2018... pour une ouverture. Selon la CGT finances publiques du Gers, « la direction nous a présenté un projet qui consiste en la fermeture de sept trésoreries : Cazaubon, Riscle, Marciac, Saint-Clar, Auch banlieue (qui concerne les communes situées autour d'Auch) et Masseube et Lombez-Samatan. Une serait ouverte à Seissan, qui rassemblerait Auch banlieue et Masseube ».

Contacté par nos soins, le directeur départemental des finances publiques, Jean-Claude Hernandez indique : « J'ai fait des propositions de resserrement de réseau, j'attends la confirmation éventuelle de mon administration avant de rencontrer les élus, les représentants du personnel, le préfet... » Cette décision amplifierait le mouvement de fermeture des perceptions, celle de Valence-sur-Baise ayant fermé ses portes le 1^{er} janvier dernier. « Et il n'y a pas eu de tremblement de terre à Valence ! s'exclame le directeur départemental. Je



Aujourd'hui, le Gers compte 19 trésoreries. Combien demain ? / Photo DDM, archives Sébastien Lapeyrère

me mets à la place des habitants, mais en même temps, ils veulent payer moins d'impôts. Nous disons que maintenir un service dont la taille critique n'est pas atteinte est complètement contre-productif. Une trésorerie avec deux agents est fermée la moitié du temps... Et puis, dans le cadre de la Modernisation de l'action publique, je dois rendre des postes chaque année, l'État n'a pas d'argent.»

« Moins 20 % en 5 ans »

Selon Didier Kahn, secrétaire départemental adjoint de la CGT finances publiques, « les services gersois ont perdu 20 % de leurs effectifs en 5 ans ! Donc

comment on fait, dans ces conditions pour rendre un service public de qualité en milieu rural ? Aujourd'hui, c'est nous, mais si demain il n'y a plus d'école, plus d'investissement pour les routes, plus de sécurité, comment on fait ? Et puis il faut savoir que, dans les trésoreries, 75 % de notre travail va à la gestion du budget des collectivités locales ».

Reste que la liste diffusée par la CGT apporte deux réflexions. D'abord, la fermeture possible de la trésorerie de Cazaubon ne semble pas être une surprise. Ainsi, lors de ses vœux, en ce début d'année, le maire Jean-Michel Augré a dit

être intervenu auprès des parlementaires et de services de l'État contre cette perspective. Notons aussi que la perception de Plaisance, selon nos informations, pourrait rassembler les services actuellement proposés à Marciac et Riscle. Or, lors d'une réunion à Plaisance en septembre, M. Hernandez avait indiqué que les statistiques de fréquentation de la trésorerie de Marciac étaient plus favorables que celles de Plaisance...

D'après la CGT, la décision du ministère sur ces propositions de fermeture devrait intervenir entre fin mai et début juillet.

Christophe Zola

FRANCIS DUPOUEY INQUIET POUR RISCLE

« Voilà plus de 30 ans que mon action politique se confond avec la défense des services publics de proximité. À ce titre, je me suis battu pour le maintien d'écoles, de brigades de gendarmerie, de services de douanes, de bureaux de Poste et de perceptions. Ce combat est toujours d'actualité dans le Gers lorsque l'État tient un discours ambigu », considère Francis Dupouey, vice-président du Conseil départemental. Pour l'élu de l'Astarac, « on ne peut pas, d'un côté proposer aux élus de discuter d'un schéma départemental d'accessibilité des services au public, et de l'autre fermer des services publics de proximité, en particulier des perceptions du Trésor public. À Masseube et à Plaisance, Philippe Martin est parvenu à sauver les perceptions menacées. Désormais, c'est celle de Riscle qui pourrait faire les frais d'une reorganisation qui se traduira par une dégradation du service public. Je suis par conséquent résolument opposé à ce projet et j'assure tous les élus du canton de mon soutien et de ma disponibilité. Comme à Masseube, comme à Plaisance, et au moment même où le Gers voit sa population augmenter, nous devons faire échouer une logique qui serait mortelle pour nos territoires. »